



## COMITÉ MONÉTAIRE ET FINANCIER INTERNATIONAL

### **Cinquante-troisième réunion**

**16–17 avril 2026**

Déclaration n° 53-16(F)

#### **Déclaration de M. Motaze**

##### **Cameroun**

au nom de

Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad,  
République Démocratique du Congo, République du Congo, Djibouti,  
République de Guinée équatoriale, Erythrée, République Démocratique Fédérale  
d'Éthiopie, Gabon, Kenya, Rwanda, São Tomé-et-Príncipe, République du Soudan du Sud,  
Soudan, et Ouganda



**Déclaration au CMFI par M. Louis Paul MOTAZE  
Ministre des Finances du Cameroun**

**Au nom de**

**Burundi, Cameroun, République Centrafricaine, Tchad, République Démocratique du Congo, République du Congo, Djibouti, République de Guinée Équatoriale, Érythrée, République Démocratique Fédérale d’Ethiopie, Gabon, Kenya, Rwanda, Sao Tome-et-Principe, République du Soudan du Sud, Soudan, et Ouganda**

**17 avril 2026**

**Introduction et contexte mondial**

*L'économie mondiale fait face à une nouvelle épreuve majeure. Le conflit au Moyen-Orient a déclenché un choc de l'offre significatif à un moment où les marges de manœuvre des politiques sont limitées, la coopération mondiale s'affaiblit, l'aide publique au développement (APD) se contracte et les conditions de financement sont tendues. Nous demeurons préoccupés par la montée de la fragmentation géoéconomique et ses effets négatifs sur le commerce, les investissements et la croissance mondiale, et soulignons l'importance de préserver un système commercial multilatéral ouvert, équitable et fondé sur des règles. Bien que la croissance ait fait preuve de résilience, les perspectives se sont assombries, les risques étant clairement orientés à la baisse. Nous soulignons l'urgence d'une désescalade et d'une résolution durable du conflit, car la paix est essentielle pour restaurer la confiance et préserver la stabilité économique mondiale.*

*L'impact du conflit sur nos économies est déjà perceptible. La hausse des prix de l'énergie, des produits alimentaires et des engrais, le durcissement des conditions financières et la volatilité accrue des marchés pèsent sur la croissance, alimentent l'inflation et détériorent les positions budgétaires et extérieures. Ces effets touchent de manière disproportionnée les marchés émergents et les économies en développement, en particulier les pays importateurs d'énergie, les pays à faible revenu (PFR) et les États fragiles ou affectés par des conflits, dont beaucoup font face à de graves difficultés, notamment des niveaux d'endettement élevés, une APD en baisse, des capacités institutionnelles faibles et des marges de manœuvre limitées.*

*Dans ce contexte, nous réaffirmons notre ferme soutien à un FMI convenablement doté en ressources, agile et inclusif, au centre du filet de sécurité financière mondiale. Le raffermissement de la surveillance, le renforcement des capacités, et la disponibilité d'instruments de prêt qui soient réactifs et flexibles seront essentiels pour aider les pays membres à naviguer dans cet*

*environnement incertain et volatil. Les revues de politiques du FMI en cours sont opportuns et doivent garantir que le Fonds reste adapté à sa mission dans un monde plus incertain et sujet aux chocs.*

## **Pays à faible revenu et États fragiles**

Les perspectives pour les PFR sont particulièrement préoccupantes. Leur croissance masque un écart croissant et reste dans bien des cas insuffisante pour garantir des gains durables du revenu par habitant. Les États fragiles ou touchés par des conflits continuent de faire face à une croissance atone, des marges de manœuvre limitées, ainsi qu'une exposition accrue aux chocs.

L'environnement actuel accentue les vulnérabilités existantes. La hausse des coûts d'importation, le durcissement des conditions financières et la baisse des flux financiers entrants accroissent les tensions sur la balance des paiements et limitent l'espace budgétaire. Les charges élevées du service de la dette continuent d'évincer les dépenses essentielles dans les infrastructures et les secteurs sociaux. Dans ce contexte, il serait crucial que le FMI renforce son soutien financier, adapte davantage ses conseils stratégiques et accroisse l'assistance au développement des capacités pour aider les États fragiles et les PFR à renforcer leur résilience et atteindre une croissance stable, robuste et durable.

Une assistance extérieure soutenue et coordonnée aux pays vulnérables est également essentielle. Des financements concessionnels prévisibles et des traitements de la dette opportuns sont nécessaires pour éviter des ajustements désordonnés et préserver la stabilité. Une coopération internationale renforcée sera également indispensable pour atténuer la fragmentation et soutenir l'intégration régionale. Une meilleure coordination entre le FMI, la Banque mondiale et d'autres partenaires du développement est fondamentale pour fournir un soutien bien séquencé et efficace, notamment dans les situations où les capacités sont limitées.

Le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures et l'amélioration de l'efficacité des dépenses sont indispensables pour créer les marges de manœuvre nécessaires à la réalisation des multiples priorités dans les différents pays, notamment le traitement du surendettement, la gestion des défis liés au vieillissement de la population dans de nombreuses économies avancées, le développement des infrastructures d'énergie propre et l'investissement dans les technologies numériques et l'intelligence artificielle pour accroître la productivité. De plus, le développement des marchés de capitaux domestiques dans les économies émergentes et en développement est nécessaire pour mobiliser davantage de ressources et compenser la raréfaction des financements extérieurs.

Nous partageons l'avis que la politique monétaire doit se concentrer sur la stabilité des prix. La coordination des politiques macroéconomiques est primordiale dans un environnement marqué par de nombreux arbitrages. Des réformes structurelles devraient être poursuivies pour atteindre les objectifs de croissance à moyen et long terme et renforcer la résilience.

### **Engagement envers le Plan d'action mondial de la Directrice générale**

Nous soutenons le Plan d'action mondial de la Directrice générale.

Nous partageons l'importance accordée au pragmatisme, à l'agilité des politiques et à des cadres crédibles, tout en veillant à ce que les réponses à court terme restent cohérentes avec les objectifs à moyen terme. Étant donné l'évolution du choc, une meilleure explicitation des canaux de transmission et des effets de contagion permettrait d'éclairer davantage les réponses stratégiques, en particulier dans les pays disposant de marges de manœuvre limitées.

La politique budgétaire doit rester ancrée dans des cadres à moyen terme crédibles. Nous convenons que les mesures de soutien pour atténuer l'impact de la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie doivent être bien ciblées et temporaires, tout en favorisant l'investissement et la croissance. Dans des environnements contraints, l'ajustement doit être progressif, tenir compte des facteurs d'économie politique, être bien communiqué pour garantir son acceptabilité sociale, et être complété par un financement externe adéquat.

La politique monétaire doit rester dépendante des données et clairement communiquée, axée sur la préservation de la stabilité des prix à long terme afin d'ancrer les anticipations. Les banques centrales sont confrontées à des arbitrages complexes face à une inflation d'origine externe, en soulignant l'importance d'un cadre de politique solide et la nécessaire indépendance de la banque centrale.

Les risques pour la stabilité financière se sont accrus. L'augmentation des spreads souverains, la possible inversion des flux de capitaux dans les économies émergentes et en développement, ainsi que les vulnérabilités liées aux institutions financières non bancaires, appellent à un renforcement de la régulation, à de meilleures données, et à une coopération accrue au niveau international. Nous apprécions l'intérêt du Cadre de politique intégrée (*Integrated Policy Framework*, IPF) du FMI, qui offre des orientations utiles pour faire face aux mouvements désordonnés de capitaux et aux risques financiers associés.

Les réformes structurelles restent essentielles pour renforcer la résilience et soutenir une croissance inclusive, notamment dans les pays où le dividende démographique tarde à se matérialiser. La diversification économique, les investissements favorisant la productivité et l'amélioration de la gouvernance sont des priorités, particulièrement pour les PFR. Le renforcement de la résilience aux chocs climatiques et l'avancement des efforts d'adaptation demeurent des priorités cruciales, notamment pour les pays vulnérables exposés à des risques physiques et de transition croissants. Les initiatives d'intégration régionale, telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), peuvent soutenir les efforts de développement et atténuer la fragmentation commerciale.

### ***Rôle du FMI***

Nous attendons avec intérêt les conclusions de la Revue complète de la surveillance (*Comprehensive Surveillance Review, CSR*), de la Revue de la conception des programmes et de la conditionnalité (*Review of Program Design and Conditionality, RoC*), et de la Revue du cadre de viabilité de la dette pour les PFR (*Review of Debt Sustainability Framework for Low-Income Countries, LIC DSF*).

Le déploiement efficace et l'adaptation continue des instruments du FMI sont essentiels, car les demandes de ressources du Fonds, via des augmentations ou de nouveaux accords, pourraient augmenter. Nous soutenons l'utilisation efficace des instruments de financement disponibles, y compris le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance (*Poverty Reduction and Growth Trust, PRGT*), le Fonds pour la résilience et la durabilité (FRD) et les facilités de précaution. Comblé le déficit de subventions du PRGT demeure une priorité urgente. Nous appelons les membres à accélérer la concrétisation de leurs promesses de contributions pour atteindre le seuil nécessaire à la pérennité des financements concessionnels du Fonds. Nous saluons les progrès réalisés dans l'utilisation de la FRD et soulignons l'importance du suivi des risques, tout en notant la nécessité de s'assurer que le Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (*Catastrophe Containment and Relief Trust, CCRT*) puisse être mobilisé lors de futurs chocs qualifiés dans les PFR faisant face à une forte contrainte d'endettement.

L'environnement mondial en mutation exige une adaptation continue des programmes du FMI. La conception des programmes et la conditionnalité devraient mieux tenir compte de la volatilité accrue, des contraintes de capacités et des arbitrages complexes, en particulier dans les PFR et les États fragiles, tout en préservant la crédibilité de ces programmes. Une attention immédiate doit être portée à l'évaluation de la pertinence du rythme des réformes des subventions aux carburants et aux produits alimentaires.

Les vulnérabilités liées à la dette demeurent une préoccupation centrale. Des progrès supplémentaires sont nécessaires pour améliorer la prévisibilité, la rapidité et l'efficacité des processus de restructuration de la dette dans le Cadre commun et au-delà.

### *Coopération multilatérale, filet de sécurité financière mondial et gouvernance*

Dans un contexte de fragmentation et d'incertitude croissantes, un engagement renouvelé en faveur du multilatéralisme est fondamental. Les défis auxquels est confrontée l'économie mondiale nécessitent des solutions coordonnées et coopératives.

Un FMI fort, doté de ressources suffisantes et s'appuyant sur le système de quotes-parts, reste indispensable au cœur du filet de sécurité financière mondial.

Nous appelons tous les pays membres à finaliser les approbations nationales pour l'augmentation des quotes-parts décidée dans le cadre de la 16e Revue générale des quotes-parts. Nous saluons les Principes directeurs de Diriyah sur les réformes des quotes-parts et de la gouvernance du FMI et appelons à poursuivre les progrès sur le réaligement des quotes-parts lors de la 17e Revue, afin de mieux refléter la position relative des pays membres dans l'économie mondiale, tout en protégeant les pourcentages de quotes-parts et la représentation des pays à faible revenu et des petits États en développement.

Nous réitérons également l'importance d'un processus équitable, transparent, fondé sur le mérite, et inclusif pour la sélection des dirigeants du FMI.